

### Fort ralentissement de la croissance démographique en Ile-de-France

**Le recensement de 1999 livre ses premiers résultats. En Ile-de-France, l'évolution de la population s'est fortement ralentie, alors que la croissance naturelle s'est renforcée. Compte tenu des autres sources d'information disponibles (OMI, enquêtes sur l'emploi...), c'est le déficit migratoire avec la province qui se serait amplifié sous l'effet principalement d'une situation économique régionale difficile durant la majeure partie des années 90. Le poids de l'Ile-de-France en France se tasse - 18,83 % en 1990, 18,70 % en 1999 - et la croissance aux franges de la Région marque le pas.**

#### Fort ralentissement démographique

Selon les premiers résultats provisoires du recensement de mars 1999<sup>(1)</sup>, l'Ile-de-France compterait 10 926 000 habitants contre 10 660 000 au recensement précédent de 1990. La croissance régionale s'est donc fortement ralentie dans la décennie 90 : +29 400 habitants chaque année contre +73 400 entre 1982 et 1990. L'Ile-de-France retrouve ainsi le rythme de croissance observé à la fin des années 70 (+0,27 % l'an). Elle perd de plus en plus d'habitants dans ses échanges avec le reste du monde.

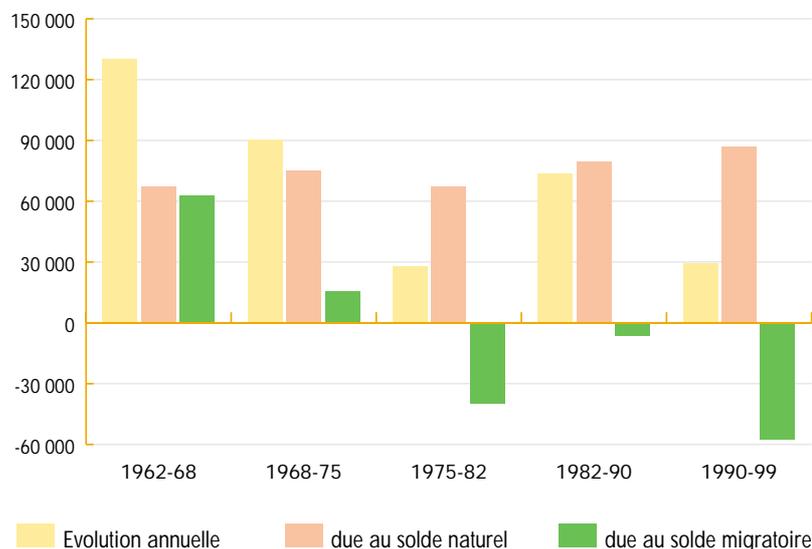
Le solde naturel, différence entre les naissances et les décès, fourni avec précision par l'état civil, est passé de +79 500 personnes chaque année entre 1982 et 1990 à +87 000 entre 1990 et 1999, sous l'effet d'une hausse des naissances et d'une baisse des décès. Le dynamisme naturel de la région s'est ainsi renforcé (+0,81 % l'an contre +0,77 %).

En revanche, le déficit migratoire, différence entre les arrivées et les départs de la région, s'est très fortement détérioré. Il est passé de -6 100 personnes par an entre 1982 et 1990 à -57 600 depuis, niveau jamais atteint par le passé. Le taux d'évolution annuel lié aux mouvements migratoires s'établit à - 0,54 % l'an, nettement en deçà du taux enregistré sur la période 1975-1982 (-0,40 %) qui avait marqué le premier ralentissement brutal de la croissance démographique régionale.

Au-delà de ce constat global, il reste à faire le partage entre l'évolution du solde avec la province et l'évolution du solde avec l'extérieur (étranger et DOM-TOM). Il faudra attendre la publication en 2001 de résultats plus détaillés, pour mesurer les flux avec la province et en déduire le solde des échanges avec l'extérieur. Pour l'heure, la méthode d'estimation de la population francilienne utilisée par l'Iaurif permet d'avancer des premiers ordres de grandeur.

(1) <http://www.insee.fr> au 06.07.99.

#### La croissance de la population francilienne se ralentit (données annuelles)



Fort ralentissement  
de la croissance  
démographique  
en Ile-de-France

### Aggravation du déficit migratoire avec la province

Selon les estimations de l'aurif<sup>(2)</sup>, le solde des échanges avec la province se situerait à -74 000 personnes par an (contre -38 000 entre 1982 et 1990) et le solde avec l'étranger à +29 000 (contre +32 000). La détérioration du déficit migratoire de la région serait donc due pour l'essentiel à la dégradation des échanges avec la province<sup>(3)</sup>.

Ces estimations confirment l'ampleur du déficit migratoire total qu'a connu l'Ile-de-France entre 1990 et 1999, mais il faudra attendre les résultats définitifs de l'Insee pour en mesurer à la fois la dimension et la composition.

Les résultats détaillés du recensement permettront de préciser le niveau du déficit migratoire avec la province, en 2001<sup>(4)</sup>. L'interprétation du solde avec l'étranger que l'on pourra en déduire restera un exercice délicat car, si le recensement dénombre bien les personnes qui se sont installées

### Les migrations avec la province sont sensibles à la conjoncture (données annuelles)



sur le territoire depuis 1990, il n'appréhende pas celles qui l'ont quitté. Le solde mesuré de façon résiduelle par l'Insee est affecté par les différences d'exhaustivité d'un recensement à l'autre. Pour connaître le premier, il est donc nécessaire d'apprécier la qualité des dénombrements (cf. encadrés).

### Forte sensibilité à la conjoncture économique

Depuis la fin des années 60, les Franciliens qui partent vivre en province sont plus nombreux que les provinciaux s'installant en Ile-de-France. Ce déficit migratoire avec la province a fortement fluctué par le passé, plongeant à -64 000 personnes par an entre 1975 et 1982 pour se redresser à -38 000 entre 1982 et 1990. Les données de l'enquête sur l'emploi de l'Insee attestent d'un nouveau retournement de grande ampleur : -74 000 personnes par an entre 1990 et 1998.

Si les résultats du recensement confirment le sens de cette évolution, son ampleur reste à préciser. C'est la sensibilité à la conjoncture économique des décisions de migrer qui régit les amples fluctuations du déficit migratoire avec la province depuis les années 70 (cf. graphique). Les périodes de crise l'aggravent (hausse des départs, baisse des arrivées), les embellies contribuent à le réduire<sup>(2)</sup>. Les deux périodes 1975-1982 et 1990-1999 sont globalement des périodes de basse conjoncture. Si l'emploi cessait pratiquement de croître dans la région à la fin des années 70 (+5 000 emplois de 1977 à 1982), la région a perdu 180 000 emplois sur les six années 1991-1996. Dans ces périodes difficiles, l'emploi régional résiste moins bien qu'au niveau national. On ob-

serve la tendance inverse pendant les embellies, et notamment à la fin des années 80 (+315 000 emplois en Ile-de-France entre 1985 et 1990).

Selon les enquêtes sur l'emploi, l'aggravation du déficit serait intervenue en 1993, le déficit avoisinant -100 000 personnes par an de 1993 à 1995. Il se serait réduit à -72 000 personnes par an en 1996 et 1997. Ce sont les arrivées de province qui sont le plus sensibles aux variations de la conjoncture. Elles expliquent les deux tiers des fluctuations du déficit migratoire vers une aggravation en milieu de période, et une réduction en fin de période. Globalement, la situation difficile du marché de l'emploi francilien dans les années 90 – baisse de l'offre, précarisation des emplois – et sans doute le développement de structures universitaires en province ont contribué à freiner l'arrivée de jeunes et d'étudiants provinciaux en Ile-de-France.

### Des résultats qui confortent les objectifs du SDRIF

On comprend dès lors, que l'évolution récente, fortement liée à l'état de la conjoncture, ne préjuge pas de la dynamique à long terme de la population régionale. Le seul élément tangible reste sans doute la stabilisation, voire le léger tassement, du poids de l'Ile-de-

(2) Note Rapide Population et Modes de Vie, aurif, n°20, janv 1998 : Bilan démographique de l'Ile-de-France 1990-1995.

(3) Le déficit avec la province est évalué chaque année à partir de l'enquête emploi de l'Insee. Les données de l'enquête de 1999 n'étant pas disponibles, on a supposé que le déficit migratoire de l'année 98 était semblable à celui de l'année précédente (-72 000), les contextes économiques étant relativement proches. Le solde avec l'étranger est estimé à partir des données sur l'immigration de l'OMI.

(4) L'enquête emploi fournit, en effet, une estimation de ce déficit migratoire avec une incertitude qui est de l'ordre de + ou -17 000 personnes par an.

## Composantes de l'évolution de la population francilienne depuis 30 ans

	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Population totale	8 470 016	9 248 632	9 878 565	10 073 059	10 660 554	10 926 000
Evolution annuelle	130 100	90 310	27 650	73 390	29 400	
due au solde naturel	67 160	74 990	67 250	79 500	87 000	
- dont naissances	152 100	161 760	151 850	161 000	164 500	
- dont décès	84 950	86 770	84 610	81 600	77 500	
due au solde migratoire	62 940	15 320	-39 600	-6 110	-57 600	
- dont solde avec la province	6 330	-23 970	-63 830	-38 360		
- dont solde avec l'étranger	56 610	39 290	24 230	32 250		
Taux de variation annuel	1,48	0,95	0,28	0,71	0,27	
dû au solde naturel	0,76	0,79	0,68	0,77	0,81	
dû au solde migratoire	0,72	0,16	-0,40	-0,06	-0,54	

Source : Insee, recensement de population de 1962 à 1999, dénombrement, population sans doubles comptes, Etat Civil pour les naissances et les décès.

France en France. Le poids de la région est resté stable à un peu moins de 19 % depuis les années 60. Il a légèrement fléchi au cours de la dernière décennie : 18,83 % en 1990, 18,70 % en 1999.

L'Ile-de-France n'a accueilli que 15 % de la croissance nationale contre 25 % auparavant. Elle se développe à un rythme inférieur à la moyenne nationale et n'est plus qu'en 12<sup>ème</sup> position dans le classement des régions selon leur taux de croissance (4<sup>ème</sup> entre 1982 et 1990).

Quant à l'extension de l'aire d'influence de la région sur ses franges, elle marque le pas. La croissance des huit départements limitrophes s'est réduite de moitié. Le solde migratoire a baissé partout, fortement dans l'Oise, l'Eure et l'Eure-et-Loir. Il ne reste positif que dans le Loiret et l'Yonne.

Au vu de ces résultats, la volonté affichée dans le SDRIF de maîtriser le développement démographique de l'Ile-de-France paraît en bonne voie. La population francilienne s'est accrue au rythme de 0,27 % l'an dans la dernière décennie du siècle, le SDRIF envisageait un rythme moyen de 0,48 % sur la période 1990-2003. Toutefois, une forte reprise démographique, semblable à celle de la fin des années 80 n'est pas à écarter dans le cadre d'une reprise durable de l'économie.

### La comparaison de deux recensements : un exercice délicat

Selon les premiers résultats provisoires du recensement, le solde « apparent » des échanges de population entre la France et l'étranger serait passé de +55 000 par an entre 1982 et 1990 à -7 000 par an depuis. Compte tenu du poids de l'Ile-de-France dans les échanges avec l'étranger et les DOM-TOM, il est raisonnable d'en déduire que le solde migratoire extérieur pour la région pourrait lui aussi être négatif.

Il serait, toutefois, hâtif de prendre ces chiffres à la lettre. Tout d'abord, ils ne sont que provisoires ; ensuite, le recensement n'a pas vocation à mesurer les flux entre la France et l'étranger ; enfin, ce solde déterminé de façon résiduelle – comme la différence entre l'évolution de la population entre deux recensements et l'évolution du solde naturel fourni par l'état civil – mesure aussi la différence de qualité d'un recensement à l'autre. Une amélioration de la collecte « gonfle » le solde extérieur, une détérioration l'amointrit. Le dernier recensement pourrait bien s'être inscrit dans ce dernier cas de figure et ce pour trois raisons :

1. L'inversion des flux migratoires détectée au recensement n'est pas compatible avec les données publiées par l'OMI, sauf à imaginer que les départs du territoire métropolitain se soient multipliés dans la décennie.
2. L'évolution des modes de vie (multiplication des doubles résidences, des digicodes...) n'a pu que rendre plus difficiles les opérations de collecte.
3. En 1999, l'Insee a porté une bonne partie de ses efforts sur le recensement des élèves internes et des étudiants afin de repérer, en amont, les doubles comptes possibles. Paradoxalement cette meilleure comptabilisation peut conduire à sous-estimer l'évolution du nombre de Franciliens.

**Fort ralentissement  
de la croissance  
démographique  
en Ile-de-France**

**Quelques évolutions mises en perspectives dans les deux prochaines Notes Rapides**

**Note Rapide n°31**  
**La population des départements  
franciliens de 1851 à 1999**

Replacé dans une perspective historique longue, le recensement de 1999 confirme la quasi stabilisation des populations de Paris, vers 2,1 millions d'habitants, et de la proche couronne, autour de 4 millions d'habitants, les Hauts-de-Seine étant le seul département de la zone centrale à enregistrer une légère reprise de sa croissance démographique.

Mais le résultat le plus marquant restera le ralentissement considérable de la croissance démographique en grande couronne, dû à l'apparition d'un déficit migratoire dans les Yvelines, l'Essonne et le Val-d'Oise, et à une division par quatre de l'excédent migratoire de la Seine-et-Marne



**Note Rapide n°32**  
**La population des régions  
de 1851 à 1999**

En plus d'un siècle, de 1851 à 1962, la population métropolitaine ne s'accroît que de 27 %. Durant cette période, trois grands blocs régionaux se distinguent par leur dynamisme et leur poids démographique croissant : l'Ile-de-France (+275 %), le Nord (+96 %) et la Méditerranée (+49 %).

De 1962 à 1999, la population métropolitaine progresse de 26 %, autant en 37 ans que durant les 111 ans qui ont précédé. Cette croissance, bien plus vive que par le passé, est aussi beaucoup plus homogène sur le plan spatial. Le poids relatif des grands blocs régionaux reste à peu près stable, en particulier celui de l'Ile-de-France. Seul le poids croissant des régions méditerranéennes fait exception.

